

DÉVELOPPEMENT DURABLE OU DÉCROISSANCE ?

Par Jacques Testart

La situation de la planète est grave et inédite. Pour éviter la catastrophe, le concept de *développement durable* est mis en avant depuis deux décennies, mais il rencontre de plus en plus de défiance.

Quelques chiffres

Parlons bouffe : dans les cinq décennies à venir, l'humanité consommera autant de nourriture que depuis son apparition, ce qui nécessiterait d'augmenter la production agricole de 50 % en cinquante ans⁽¹⁾. Un tel enjeu paraît irréalisable⁽²⁾, surtout si, dans la même période, une importante partie des terres cultivables doit être réservée à l'agro-énergie⁽³⁾. Les miracles techniques étant pour le moins incertains, nous devrions soit sacrifier une part importante de l'humanité, une solution qui ne manque pas de propagandistes déclarés⁽⁴⁾ et qui est peut être hypocritement envisagée par les pays riches (voir la théorie du « choc des civilisations » ou les équipements pour la guerre préventive), soit accepter de manger moins ou autrement. Puisqu'il faut sept calories végétales pour produire une calorie animale, cela devrait nous inciter au régime végétarien plutôt qu'à consommer des intermédiaires animaux : actuellement, les trois quarts des terres cultivées sur la planète sont consacrées à l'alimentation des animaux des pays riches. La production alimentaire pour les pays du Nord représente un gaspillage considérable de ressources (particulièrement en eau et en énergie) que des économistes ont pu chiffrer⁽⁵⁾. Ainsi, la production d'un kilogramme de viande de veau équivaut à la dépense énergétique de 300 kilomètres en voiture... tandis qu'il faut d'énormes quantités d'eau pour produire un kilogramme de blé (900 litres), de maïs (2 500 litres) ou de viande (20 000 litres).

(1) Aujourd'hui, la production alimentaire mondiale suffit aux besoins des six milliards d'humains, car le gaspillage des riches équivaut au déficit alimentaire des pays pauvres. Donc, pour neuf milliards d'humains en 2050, il faudrait augmenter la production de 50 %.

(2) L'augmentation de la productivité agricole, considérable depuis le milieu du xx^e siècle, a été obtenue grâce à un effort pour améliorer les variétés (qu'on ne pourra poursuivre qu'à un moindre rythme) mais aussi grâce au recours intensif à des intrants (engrais, pesticides) jusqu'à un seuil critique, qui impose aujourd'hui une régression.

(3) Pour faire rouler les voitures françaises avec des combustibles issus de végétaux, il faudrait utiliser la totalité des terres disponibles. Manger ou rouler, il va falloir choisir...

(4) Voir le site de l'Aspo : www.peakoil.net/, où figurent en particulier les élucubrations de William Stanton pour se débarrasser des bouches surnuméraires.

(5) Voir, par exemple, le site de J.-M. Jancovici : www.manicore.com

Laissons la nourriture pour évoquer les nuisances engendrées par une innovation qu'on imagine parfaitement écologique puisque virtuelle, l'informatique. Pour fabriquer un ordinateur, il faut 240 kilogrammes de pétrole, 1 500 litres d'eau, 22 kilogrammes de produits chimiques divers, sans oublier des composés rarissimes⁽⁶⁾... On ne peut certainement pas imaginer d'abandonner l'outil informatique, mais on pourrait exiger que les constructeurs ne dévoilent pas leurs innovations au goutte-à-goutte de façon à renouveler sans cesse le parc des ordinateurs. Rappelons enfin ce constat devenu trivial : presque tous les experts prévoient la fin du pétrole avant 2050. Mais notons que les partisans de l'alternative nucléaire ne commentent pas la fin de l'uranium au même moment.

La leçon à tirer de ces quelques exemples devrait être que les choses ne peuvent plus continuer comme avant et que l'homme, qui est cause de ces désordres, ne peut plus faire comme si de rien n'était. D'où la proposition de *développement durable*.

Le développement peut-il être durable ?

Il existe plusieurs acceptions du terme *développement*, et les propagandistes du développement durable (DD) laissent entendre que son enjeu concernerait aussi l'émancipation humaine ou l'acquisition de nouvelles libertés, alors que leurs actes et propositions concourent essentiellement à la seule croissance économique. Pour fuir ce problème de fond, des débats oiseux ont mis l'accent sur le second terme de l'expression : faut-il dire *durable* ou plutôt *soutenable* (*sustainable* en langue anglaise) ? En réalité, un développement infini (dans le sens d'une croissance infinie) ne peut pas être plus durable que soutenable dans un univers fini. C'est ce qui fait du développement durable une expression contradictoire fameuse, un oxymore, d'autant que dans la bouche de nombreux responsables, y compris le chef de l'État Jacques Chirac, le développement durable devient couramment « la croissance durable ».

(6) L'appropriation du coltan (colombite-tantalite, métal très résistant à la corrosion et présent dans les montages électroniques) contribue largement aux violences en République démocratique du Congo, comme les guerres de l'eau ou du pétrole sont responsables de la plupart des conflits actuels.

L'invocation du développement durable présente plusieurs avantages pour un système qui veut se protéger en repoussant l'affrontement avec la réalité. D'une part, le développement durable prétend recéler des solutions sérieuses pour permettre à l'homme de survivre sans douleur malgré la pénurie d'énergie et les graves blessures infligées à la planète, et s'avère alors être une façon de « changer le pansement plutôt que penser le changement » (Fabrice Flipo). D'autre part, il détient dans ses cartons d'abondantes propositions pour que les acteurs économiques au pouvoir continuent d'engranger des profits. Le développement durable vise en effet la planification scientifique de l'offre de consommation et prévoit une croissance durable des besoins, tout en exigeant la liberté de satisfaire ces besoins. On accuse justement les États-Unis de refuser tout effort de développement durable, qui gênerait le mode de vie des Américains en réduisant leur consommation d'énergie (comme le demande le protocole de Kyoto). Mais il faut aussi reconnaître que nombre de pays développés multiplient les projets de centrales au charbon (les plus polluantes) et que le Gouvernement français refuse de généraliser le ferroutage, freine les transports en commun et décide d'octroyer aux salariés un chèque transport afin de permettre, malgré la hausse irréversible du prix des carburants, le maintien de leur consommation et des pollutions consécutives⁽⁷⁾. Au niveau européen, on promeut les biocarburants, lesquels permettraient surtout l'essor de l'agriculture industrielle et des variétés végétales transgéniques, donc brevetées. La Commission européenne affirme que « les biocarburants constituent une option intéressante pour réduire durablement la pauvreté ». En effet, c'est dans les pays du Sud qu'on trouve un climat propice, une main d'œuvre bon marché et des surfaces abondantes, toutes bonnes raisons pour réquisitionner ces terres afin de nourrir nos vaches et nos voitures.

(7) Pourtant, en 1979, on devait travailler 30 minutes au Smic pour acheter un litre d'essence et, en 2005, seulement 10 minutes.

Ainsi le développement durable, débarrassé de ses fioritures, apparaît comme une stratégie pour que tout continue comme avant, les obstacles indiscutables étant

transformés en autant d'arguments pour justifier de misérables parades, lesquelles viennent renforcer la machine à aller dans le mur. Bien sûr, les dispositifs permettant d'économiser l'eau ou l'énergie et de limiter les pollutions sont indispensables, mais on ne peut pas laisser croire que leur disposition rend crédible une dynamique ininterrompue de *production-consommation-déjection*. Quand deux cents entreprises états-uniennes proposent de verser 1 % de leur chiffre d'affaires à des projets écologiques, c'est parce que « *There is no business to be done on a dead planet...* » ; sage constatation, mais c'est aussi parce que ces dons financeraient des activités techno-industrielles qui constituent de nouvelles ouvertures pour l'expansion (la croissance) des entreprises. Sur le site de Monsanto, multinationale qui vise à s'approprier les marchés de l'alimentation mondiale, de la semence à l'assiette, on peut lire que la firme « propose des solutions adaptées pour une agriculture innovante et durable ». Ici, l'innovation durable justifie le biobrigandage, l'appropriation privée du vivant et la pollution par les pesticides.

Utopies et mensonges

Désormais, les raisons d'inquiétude sont largement évoquées dans les médias car on ne peut plus les cacher, mais leur publication ne paraît pas affecter la ligne générale du libéralisme économique qui est celle de l'*économie compétitive*. Tout se passe comme si les informations alarmistes (la fin du pétrole, les changements climatiques, les pollutions environnementales, etc.) ne devaient pas venir déranger les certitudes installées sur les autres pages des mêmes journaux : la seule solution (au chômage, au mal de vivre, à la crise de la jeunesse, etc.), c'est la croissance.

Dans ces conditions, le mot d'ordre de *décroissance* vient de plus en plus agacer les oreilles de la grande majorité des économistes et des politiques, comme s'il s'agissait d'une provocation. Effectivement, la décroissance, comprise comme une attitude ou comme un objectif, rompt avec les discours convenus de droite ou de gauche,

lesquels revendiquent la sainte Croissance pour contrer les carences économiques et sociales. Une chronique du *Monde* du 30 juillet 2006 sur « l'obscur lubie des objecteurs de croissance » tente de ridiculiser ces nouveaux contradicteurs : « Les décroissants se proclament humanistes, mais ils ne croient pas en l'homme, Leur pessimisme leur fait dire que l'humanité ne sera pas assez inventive pour trouver des énergies de substitution au pétrole ni assez raisonnable pour éviter un désastre écologique. » Ici, aucun argument ne répond à la « lubie » des décroissants, « une lubie de gosses de riches parfaitement égoïstes », sauf la vieille utopie du progrès. Car le concept de développement, surtout s'il est durable, est inféodé à la providence technologique, et le discours de la décroissance oblige les experts à réapprendre à penser en contestant les bases mêmes de leur univers, remise en cause souvent vécue comme une véritable agression.

En riposte, les « croissants » vont jusqu'à accuser les « décroissants » de s'opposer à l'amélioration des conditions de vie dans le Tiers-Monde, comme si ce n'était pas la machine compétitive de la croissance qui maintenait plus de la moitié de l'humanité dans un état indigne⁽⁸⁾ ! Dans la diatribe évoquée plus haut (et qui n'a rien d'exceptionnel), on retrouve la référence magique à l'optimisme, élevé au rang de stratégie. C'est qu'aujourd'hui, les arguments sont rarement évalués de façon rationnelle : on les distingue plutôt par leur degré d'optimisme, ce qui permet d'évincer certaines propositions comme étant pessimistes sans avoir à démontrer les raisons qui justifieraient l'optimisme. Cette régression du jugement scientifique conduit à présenter des utopies technologiques comme s'il s'agissait de faits déjà acquis⁽⁹⁾, et les adeptes de la croissance développent toujours le même argument, qui relève de la dévotion : « La science trouvera de nouveaux moyens pour dépasser ces problèmes... ça s'est toujours passé comme ça... » La technoscience a effectivement su répondre à de nombreux défis, mais la situation est d'une gravité inédite – effectifs de population, destruction de la nature, artificialisation

(8) Quel développement espérer pour les « PVD » (pays en voie de développement) quand, par exemple, les accords sur la propriété intellectuelle liée au commerce (ADPIC) restreignent leur accès à la connaissance, aux médicaments, à la technologie ?

(9) Voir « Les utopies technologiques : Alibi politique, infantilisation du citoyen ou lendemains qui chantent ? », *Global Chance* n° 20, février 2005 (globalchance@wanadoo.fr). Ce cahier montre que les projets technologiques les plus médiatisés (le réacteur Iter, la thérapie génique, les OGM, les nanotechnologies, etc.) ne constituent que des hypothèses de progrès, voire des mythes modernes.

du vivant – et souvent irréversible, comme l'épuisement des ressources fossiles, les changements climatiques, la perte de la biodiversité.

Un monde durable est-il possible ?

Actuellement, l'appréciation du développement est principalement faite sur le critère du PIB (produit intérieur brut) et permet d'évaluer un *indice de développement humain* qui ne mesure que l'activisme consommateur. Cet indice est de 0,93 pour les pays riches (0,94 pour les États-Unis), alors qu'il n'atteint que 0,81 pour Cuba, par exemple. Mais, pour obtenir ces niveaux de développement, chaque pays exerce une *empreinte écologique* qui est sans proportion : plus de 5 hectares par habitant et par an en France, 10 aux États-Unis, contre seulement 1,8 à Cuba⁽¹⁰⁾... C'est que pour épuiser son quota annuel d'émission de CO₂, il suffit d'aller de Paris à Toulouse en avion tous les deux mois, sans exister par ailleurs...

Depuis le début du XIX^e siècle, en France, la productivité horaire du travail a été multipliée par vingt-huit et la production par vingt-cinq. Mais la productivité ne montre en rien l'utilité sociale de la production. Il y a vingt ans⁽¹¹⁾, j'évoquais les deux inventions irréprochables (c'est-à-dire à la fois utiles, fiables et non aliénantes) de la fin du second millénaire : l'essoreuse à salade manuelle et le bavoir imperméable à poche de rebut, objets à l'échelle humaine, autonomes, pouvant durer aussi longtemps qu'une génération et ne connaissant pas la panne. Et j'ajoutais : « Ce n'est pas la charrue qui a libéré l'esclave et l'émancipation de la femme n'est pas une conquête de la machine à laver. L'enjeu considérable pour les futurs proches sera l'appréciation circonstancielle du gain social et de la perte sociale engagés par chaque innovation. [...] Nous sommes préparés pour la production aveugle de besoins mesquins où le désir se dilue, où le sens se perd, ou l'être se normalise. » Pourtant, je confesse avoir consommé bien davantage que l'essoreuse et le bavoir, comme toute personne en capacité d'acquérir du confort

(10) On peut regretter que ce soit la pénurie plutôt que la ferveur révolutionnaire qui place ainsi Cuba en modèle de parcimonie...

Il reste que l'absence de pétrole (depuis la fin de l'assistance soviétique) a fait de ce pays un laboratoire de la décroissance (développement des énergies renouvelables, recyclage des déchets, etc.).

(11) Jacques Testart, *L'Œuf transparent*, Flammarion, 1986.

et des biens superflus. Les petits-bourgeois croient avoir plus à perdre que leurs chaînes et, comme il est arrivé dans les crises historiques de révolution sociale, la révolution écologique nous fait explorer les limites du volontarisme. Car le développement ne crée pas que des risques irréversibles, il crée aussi des besoins irréversibles, sauf à se faire violence. La nouveauté est qu'il n'y a pas de parvenus définitifs quand la planète est en danger, car nous sommes tous *de la nature*. Alors, il va falloir, pour la première fois dans l'histoire, que les usagers du superflu restreignent leur empreinte écologique, s'engagent dans la décroissance.

Pour chasser le mot qui fâche, certains ont proposé de remplacer « décroissance » par « décélération de croissance », ce qui reviendrait à la même chose (la croissance) en moins violent, et sans poser la question du contenu des richesses et de l'utilité sociale des biens, un peu comme le fait le développement durable... Mais la situation impose une contestation radicale des causes qui ont provoqué les crises du système : la crise de l'environnement (la plus fréquemment évoquée), la crise sociale (du fait de la montée des inégalités dans une économie à but compétitif), la crise du politique (par la dérive de la démocratie quand les lobbies économiques pèsent plus que les États) et la crise de la personne (c'est-à-dire la perte du sens quand les actions concourent à l'absurde et au suicide collectif). Là où la croissance s'appuie sur la technoscience et les macro-systèmes techniques, en instituant une direction centralisée qui prétend annuler la diversité de l'humanité, la décroissance s'oppose au productivisme et propose l'autonomie de petites unités productives, des actions collectives participatives, des modes de vie en accord avec l'équilibre écologique.

Qu'en est-il pour l'urbanisme et le bâti ? D'autres le diront ici, mais il est clair que les alternatives concrètes pour sortir de l'impasse du développement sont d'abord locales. Il paraît urgent de rompre avec la politique des villes techniciennes, ces « technopoles » qui attirent une

(12) En démissionnant de la présidence de la Commission française du développement durable (CFDD), j'avais proposé de remplacer l'oxymore « développement durable » par l'expression « épanouissement équilibré » ou « épanouissement solidaire ». Voir l'ouvrage collectif-testament de la CFDD : *Réflexions pour un monde vivable*, Mille et une nuits, 2002.

population à fort pouvoir d'achat générant boom immobilier, résidences secondaires et infrastructures démesurées. On doit revitaliser les lieux de vie pour lutter contre la mondialisation, relocaliser les productions correspondant à des besoins locaux, réduire les mouvements des marchandises et des personnes à l'indispensable. Ces inventions pour vivre autrement sont dictées par la nécessité, mais elles peuvent être l'occasion d'un second souffle pour nos civilisations épuisées, celui de la vie solidaire dans l'*épanouissement équilibré*⁽¹²⁾. *Épanouissement* parce que le plaisir y est inscrit d'emblée sans être mesurable par les indicateurs économiques. *Équilibré* ou *solidaire* parce qu'il n'y a qu'une planète à partager et que, si nous sommes gavés, d'autres, plus nombreux, ont droit à une place au soleil.